DIAL 2999 - dossier : passé / présent

ARGENTINE - Le réseau des tortionnaires est toujours en activité

Andrés Gaudin

jeudi 1er mai 2008, mis en ligne par Dial

Dial publie deux articles sur la dictature argentine (1976-1983) et la survivance de structures répressives dans l'Argentine contemporaine. Ce premier article, publié dans Noticias Aliadas le 19 mars 2008, aborde le versant actuel du phénomène. Le texte suivant (DIAL 3000) fait retour sur l'histoire récente du pays.

Auteurs et témoins de violations des droits humains disparaissent

Assassinats, suicides « induits », séquestrations, menaces de mort par centaines, dissimulation de témoins et de preuves font partie de l'arsenal que les secteurs militaires d'extrême droite, liés à la dernière dictature argentine (1976-1983), déploient pour faire obstruction aux jugements pour violation des droits humains et à la comparution de témoins qui pourraient sceller leur sort devant les tribunaux.

Un an et demi après la disparition de Jorge Julio López [1], témoin déterminant dans la condamnation à la prison à vie de l'ex-chef de la police Miguel Etchecolatz, responsable de 20 camps d'extermination, l'assassinat d'un marin dans une prison des Forces navales, le suicide suspect d'un officier dans un hôtel de l'Armée de l'air et un flot de menaces semblent montrer que les auteurs de violations des droits humains maintiennent en activité une puissante structure opérationnelle.

« Ce qui se passe en ce moment est terrifiant et il faut considérer tout cela comme un ensemble : dans une prison on faisait sortir en promenade un ex-chef de la police, assassin, parce que, dit-on, il était déprimé ; de López, on n'a jamais rien su ; la Marine a empoisonné l'un des siens, et maintenant il y a un « suicide » dans un hôtel militaire. Apparemment, ces gens se moquent bien de la démocratie et du discours officiel » a déclaré Claudio Pandolfi, avocat des familles de deux victimes de la répression policière.

Un flot de faits enregistrés ou connus lors des dernières semaines préoccupe Pandolfi et les organismes de défense des droits humains et a mis en état d'alerte la présidente Cristina Fernández de Kirchner, dont le gouvernement a fait de la défense des droits humains une affaire d'État.

Message macabre

Le 10 décembre 2007 a été trouvé mort dans sa cellule d'un bagne militaire l'ex-préfet des garde-côtes Héctor Febres, accusé d'être l'un des plus sadiques tortionnaires des années de la dictature et personnage central dans le trafic d'enfants nés en prison. On l'avait empoisonné avec une dose de cyanure. Ce jour là – et pour beaucoup d'analystes ce fut un message plutôt qu'un hasard – Fernández de Kirchner prenait ses fonctions de présidente.

Plus d'une fois Febres avait dit à ses proches qu'il se sentait abandonné par ses compagnons d'armes ; ceci fit craindre à ces derniers que, à l'heure de témoigner au procès pour l'appropriation de nourrissons nés en prison – il devait le faire le 13 décembre, trois jours après avoir été trouvé mort –, il puisse révéler

les noms d'autres officiers impliqués dans ce délit et dans d'autres.

« Craignant la délation de beaucoup de ses pairs, ses geôliers décidèrent de donner à Febres un traitement de faveur : il n'était pas en cellule mais dans un appartement avec cuisine, téléphone portable, deux ordinateurs, téléviseur et magnétoscope, et il y a des photos qui le montrent passant l'été, avec son épouse, sur une plage de la côte atlantique », a dénoncé la présidente des Grands-mères de la Place de Mai, Estela de Carlotto.

Moins de trois mois après, le 25 février, a été trouvé mort dans un hôtel de l'Armée de l'air le lieutenant-colonel de l'Armée de terre Paul Alberto Navone. Comme Febres, il devait comparaître devant un juge trois jours après pour une affaire liée au trafic de nourrissons dans un hôpital militaire de l'intérieur du pays. La Justice poursuit son enquête sur la cause de sa mort.

Suicide induit

Tout laisse à penser qu'il s'agit d'un suicide induit, car l'ex-agent secret pouvait compromettre plusieurs tortionnaires. « Navone en savait long sur la destination des enfants nés dans cet hôpital et sur le sort que connurent leurs mères », a dit Marina Barbagelata, l'avocate qui représente la famille de Raquel Negro, une séquestrée qui – on le sait par les témoignages d'autres prisonniers qui parvinrent à recouvrer la liberté – mit au monde des jumeaux de sexe masculin en 1978. « J'ose douter des morts par suicide ; ce qui nous préoccupe, nous les Grands-mères, c'est que ces personnes disparaissent de ce monde sans avoir pu parler. Il est significatif que les militaires qui meurent les uns après les autres ont tous une longue histoire à raconter, savent le sort que connurent nos enfants et petits-enfants et peuvent compromettre aujourd'hui leurs geôliers présumés », a expliqué Carlotto.

La présidente des Grands-mères se référait à l'ex-préfet Juan Antonio Azic, inculpé de séquestration de nourrissons, qui a tenté de se suicider d'une balle dans la tête en juillet 2003 et se trouve maintenant dans un établissement psychiatrique ; elle se référait aussi au colonel de l'Armée de terre Emilio Anadón, qui fut directeur du centre d'extermination La Perla, dans la province de Córdoba, et fut retrouvé mort d'une balle dans la tête en septembre 2004 alors qu'il purgeait sa peine chez lui.

Dans le cas de López, on a su récemment, à la mi-janvier, que cinq jours après sa disparition, la Police a interrompu une enquête sur le terrain motivée par la dénonciation de Buseta [2], alors même que les chiens renifleurs indiquaient une caravane où quelques jours après on a trouvé des vêtements ensanglantés qui devaient appartenir à l'un de ses assassins. Aucun rapport ne fut rédigé, on ignore par conséquent qui a donné l'ordre surprenant de suspendre l'opération de recherche.

« Depuis la séquestration de Lopez jusqu'à aujourd'hui, nous devons comptabiliser entre 250 et 300 menaces de mort adressées à des témoins qui doivent déposer dans des procès pour des délits commis par les militaires génocides, menaces auxquelles il faut ajouter des morts, des « suicides » et des cas de témoins qui disparaissent comme par magie. Tout ceci indique que les tortionnaires sont organisés et agissent de concert », a fait remarquer Guillermo Germano, avocat expert en droits humains.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2999.
– Traduction de Bernard & Jacqueline Blanchy pour Dial.
– Source (espagnol) : *Noticias Aliadas*, n° 5, 19 mars 2008.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, les traducteurs, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] en septembre 2006, voir « *ARGENTINA - Desaparece testigo clave de juicio por genocidio en contra de un ex agente de la dictadura* ».

[2] Un habitant du village d'Atalaya, dont le nom de famille est Buseta, dit avoir aperçu Jorge Julio López le lendemain de sa disparition, aux alentours de chez lui.